

Convention collective

**IDCC : 9882. – EXPLOITATIONS D'HORTICULTURE,
DE MARAÎCHAGE ET DE PÉPINIÈRES**

(Vosges)

(27 juin 1969)

(Etendue par arrêté du 16 octobre 1971,
Journal officiel du 12 décembre 1971)

AVENANT N° 105 DU 8 MARS 2012

NOR : *AGRS1297105M*

IDCC : 9882

Entre :

Le syndicat des exploitations d'horticulture, de maraîchage et de pépinières du département des Vosges,

D'une part, et

L'UD CFDT ;

L'UR CFTC ;

L'UR CGT-FO ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Dans le cadre de l'harmonisation régionale des conventions collectives « cultures spécialisées », il a été décidé de modifier les critères de calcul de la prime d'ancienneté.

De ce fait, l'article 17 de la convention, dénommé « Prime d'ancienneté », est abrogé et remplacé par :

« Article 17

Prime d'ancienneté des salariés ouvriers

Une prime d'ancienneté, dont le caractère est obligatoire, est attribuée aux salariés ouvriers et versée mensuellement.

Cette prime est calculée sur le salaire brut mensuel de base, quelle que soit la situation du salarié (à temps complet ou à temps partiel) dans le même établissement.

Elle correspond à :

- 2 % pour les salariés ayant une ancienneté de 3 ans inclus à 6 ans inclus de services continus dans l'exploitation ;

- 3 % pour les salariés ayant une ancienneté de plus de 6 ans de services continus dans l'exploitation ;
- 4 % pour les salariés ayant une ancienneté de 9 ans de services continus dans l'exploitation ;
- 5 % pour les salariés ayant une ancienneté de 12 ans de services continus dans l'exploitation ;
- 6 % pour les salariés ayant une ancienneté de 15 ans de services continus dans l'exploitation ;
- 7 % pour les salariés ayant une ancienneté de 18 ans de services continus dans l'exploitation ;
- 8 % pour les salariés ayant une ancienneté de 21 ans de services continus dans l'exploitation ;
- 9 % pour les salariés ayant une ancienneté de 24 ans de services continus dans l'exploitation.

N'interrompent pas la durée des services continus :

- les périodes de chômage occasionné par les intempéries ;
- les congés de maternité ;
- les interruptions de contrat du fait de l'employeur ;
- les maladies professionnelles et accidents du travail.

Cas particuliers

Congé maladie :

En cas de congés maladie, à compter du 6^e mois révolu d'absence, l'ancienneté n'évoluera plus jusqu'à la reprise du travail.

Apprentissage :

Les années passées dans l'établissement en contrat d'apprentissage seront prises en considération pour le calcul du nombre d'années donnant droit à la prime d'ancienneté. »

Article 2

Les dispositions du présent avenant prennent effet à compter du 1^{er} avril 2012.

Article 3

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à l'unité territoriale 54 de la DIRECCTE Lorraine, en l'absence d'opposition après un délai de 15 jours à compter de la signature.

Fait à Laxou, le 8 mars 2012.

(Suivent les signatures.)